

# L'Europe secoue les réseaux sociaux

Union européenne La Commission demande à Facebook et Twitter de combattre la désinformation.

**P**ris dans le feu du scandale concernant le vol des données de millions d'utilisateurs par Cambridge Analytica, le patron de Facebook Mark Zuckerberg s'est confondu en excuses, promettant de prendre des mesures. Mais plus que des paroles, l'Union européenne attend des actes. Ce jeudi, la commissaire européenne à l'Economie numérique, Mariya Gabriel, a enjoint les réseaux sociaux à "*devenir des acteurs responsables*" et à élaborer "*un code de bonnes pratiques pour lutter contre la désinformation*". Et ce, dans les plus brefs délais, la commissaire attendant des "*résultats visibles et mesurables*" dès le mois d'octobre.

Les élections européennes de 2019 approchent à grands pas, ce qui exige "*d'être particulièrement vigilant et de redoubler d'efforts*", a souligné M<sup>me</sup> Gabriel. En effet, l'UE veut à tout prix se prémunir des effets dévastateurs de la désinformation, déjà observés lors de la présidentielle américaine et de la campagne menée au Royaume-Uni en faveur du Brexit, pour assurer la viabilité des processus démocratiques.

Pour l'heure, l'exécutif européen se contentant donc d'une "communication" dépourvue d'effet légal, disant "*donner une chance*" aux réseaux sociaux, mais n'exclut pas de prendre les choses en main. "*Nous nous réservons le droit de décider en décembre de l'opportunité d'avoir des mesures supplémentaires*", a prévenu M<sup>me</sup> Gabriel. La Commission entend prévenir plutôt que guérir. Elle propose donc également de soutenir la création d'un réseau indépendant de vérificateurs, de développer des mesures pour stimuler un journalisme de qualité et de promouvoir l'éducation aux médias.

M.U.